



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2013.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL /524 du 16 OCT. 2013  
mettant en demeure la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA)  
de déposer une étude de dangers pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables  
situé aux bâtiments n°415, 416, 417, 424 et 425 de l'aéroport d'Orly Sud  
sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE (91550)

LE PREFET DE L'ESSONNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF-MC-031 du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 93.2407 du 29 juin 1993 portant imposition de prescriptions applicables aux installations exploitées par la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) à PARAY-VIEILLE-POSTE – Aéroport d'Orly- Bâtiment 415-416-417-424 et 425,

VU l'arrêté préfectoral n°2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSIPLL/385 du 9 août 2013 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables situé aux bâtiments n°415, 416, 417, 424 et 425 de l'aéroport d'Orly Sud sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE,

VU l'étude de dangers déposée par l'exploitant le 17 novembre 2011,

VU le courrier du 26 février 2013 par lequel l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déposer dans un délai de six mois une étude de dangers intégrant les éléments relatifs aux insuffisances relevées par l'inspection,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 19 septembre 2013, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant,

CONSIDERANT que les installations de l'exploitant situées aux bâtiments 415, 416, 417, 424 et 425 de l'aéroport d'Orly Sud à PARAY-VIEILLE-POSTE (91550) sont classées SEVESO seuil bas,

CONSIDERANT que les exploitants de site SEVESO seuil bas avaient jusqu'au 7 octobre 2010 pour remettre leur étude de dangers,

CONSIDERANT que l'étude de dangers déposée par l'exploitant, le 17 novembre 2011, ne répond pas aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé, et aux dispositions de l'article R.512-9 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que, malgré le délai supplémentaire de six mois accordé le 26 février 2013, la SMCA n'a toujours pas fourni de nouvelle étude de dangers,

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) est mise en demeure de déposer avant le 31 octobre 2013, une étude de dangers conforme :

- aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- aux dispositions de l'article R.512-9 du code de l'environnement.

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

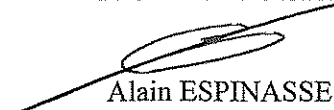
Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, la SMCA,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et transmis pour information à Monsieur le Maire de PARAY-VIEILLE-POSTE.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Alain ESPINASSE